

Le « mini-Schengen des Balkans » avance, mais sans le Kosovo ni le Monténégro

[Courrier des Balkans](#) | lundi 11 novembre 2019

Un mois **après un premier rendez-vous** dans la forteresse serbe de Petrovaradin, une deuxième rencontre a eu lieu ce week-end à Ohrid pour poser les bases d'un mini-Schengen balkanique. Une union entre l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, Macédoine et la Serbie, mais pas le Kosovo ni le Monténégro.

Par la rédaction



© Présidence de Serbie

Mise à jour 12 novembre : Après avoir participé à la rencontre, Dragica Sekulić, la ministre de l'Économie du Monténégro, a finalement désolidarisé son pays de l'initiative de « mini-Schengen ». « Je comprends les initiateurs du projet. Ce sont des pays qui, à cause de diverses barrières douanières qu'ils se sont imposés les uns les autres, peuvent avoir besoin de nouvelles initiatives pour promettre à nouveau ce que nous avons fait il y a longtemps », a-t-elle déclaré, faisant référence à l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE), dont le Monténégro est membre. L'ALECE, ou CEFTA, est une initiative régionale pour les pays d'Europe du Sud-Est, garantissant la libre circulation des gens et des marchandises. La ministre monténégrine a rappelé que les Monténégrins pouvaient déjà voyager dans tous les pays de la région – sauf la Croatie – avec leur carte d'identité.

Cette deuxième rencontre sur la rive macédonienne du lac d'Ohrid a abouti à une série de propositions

visant à créer « quatre libertés » : liberté de circulation pour les biens, les services, les personnes et les capitaux. Des premiers pas concrets, dont la liberté de voyager sans passeport, ont été annoncés d'ici la prochaine réunion, qui se tiendra le 21 décembre prochain à Durrës, en Albanie.

Autour de la table étaient rassemblés les Premiers ministres macédonien et albanais, Zoran Zaev et Edi Rama, le président serbe Aleksandar Vučić, le président du Conseil des ministres bosnien Denis Zvizdić et la ministre de l'Économie monténégrine, Dragica Sekulić. Leur objectif commun : rapprocher leurs pays pour favoriser la croissance et le développement.

Plusieurs mesures ont été annoncées pour simplifier les voyages, limiter les procédures administratives pour travailler dans les différents pays et faire circuler les marchandises.

Sur Facebook, le Président kosovar Hashim Thaçi a jugé que cette initiative « n'a pas de sens » puisque la Serbie et la Bosnie-Herzégovine ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo. Selon lui, Pristina ne veut pas échanger sa perspective euro-atlantique contre une perspective strictement régionale. Edi Rama s'est désolidarisé du Kosovo, qualifiant d'« auto-exclusion » sa décision de pas participer à ces rendez-vous.

Le Président serbe Aleksandar Vučić a de son côté assuré qu'il n'était pas question de créer une nouvelle Yougoslavie, mais d'améliorer la vie des habitants des Balkans. Une réponse aux critiques qui visent Edi Rama en Albanie, déplorant que Tirana fasse son entrée en Yougoslavie, quand le Kosovo s'en trouve exclu.

Cet article a été publié avec le soutien de la Heinrich Böll Stiftung

